

C'est Marianne qu'on assassine

Après le 26 août dernier où les Roms de France fêtaient le 221^{ème} anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, nous fêtons ce mois-ci le double anniversaire de la République.

Pour beaucoup, 4 septembre et 22 septembre ne sont guère que des noms de rues. Ils furent pourtant des jours d'intense exaltation, des jours où, surpris de son audace, on croit tout possible, on voit naître un monde meilleur.

1792, le 22 septembre, le premier jour de l'an I de la République se lève. La Convention déclare « *qu'il ne peut y avoir de Constitution que celle qui est acceptée par le peuple*¹ ».

1870, le 4 septembre les prussiens sont aux portes de Paris et la République est proclamée dans une liesse surréaliste dans ce contexte de défaite militaire. Il faudra attendre 1875 pour que la loi déclare officiellement la République et lui donne des normes constitutionnelles. Pas de Déclaration des Droits, pas de Préambule lyrique. Juste du travail de technicien.

Il est vrai qu'entre la proclamation de 70 et les lois constitutionnelles, la Commune de Paris avait suffisamment effrayé les bourgeois pour mettre au rencart les envolées trop fraternelles, trop sociales, bref trop révolutionnaire, de la République.

Elle vivra jusqu'en 1940 cette brave III^{ème} République et malgré ses travers et ses imperfections, elle encre en France une vraie culture républicaine, bourgeoise certes et même coloniale, mais républicaine².

Elle était perfectible et le sens de l'histoire semblait justement être de parfaire toujours un peu plus ce système. A Vichy près, elle a constamment progressé, changeant de numéro, elle est devenue indivisible, démocrate, laïque, puis sociale.

Aujourd'hui, tristes anniversaires, l'élan semble brisé, le rêve républicain vire au cauchemar.

- Indivisible, elle le proclame toujours. Mais si à l'instar du philosophe Henri Peña-Ruiz, on voit dans cette indivisibilité le moyen de « *faire vivre un monde commun à tous par-delà les différences, donc de préférer la clarté de l'égalité des droits aux ambiguïtés du droit à la différence* », on s'aperçoit que le discours actuel engendre l'éclatement de ce principe.

- Démocrate, certes... en théorie. Pensez-vous que nous vivions, selon la définition de la démocratie, un gouvernement du peuple par et pour le peuple ?

Vous me direz que cela a toujours été une vision théorique jamais appliquée. Peut-être, mais nous parlons de l'évolution vers le toujours plus de République. La République doit tendre vers cela, même si le chemin est long, tant qu'elle avance elle est dans son rôle.

En 2010, elle tourne les talons et court en sens inverse. Et ouvertement encore. Nos chers dirigeants ne se vantent-ils pas d'être décomplexés ? Et il faut l'être pour envisager de raboter les aides sociales pour faire des économies mais maintenir le bouclier fiscal ! Et pourquoi ces restrictions ? Pour ne pas perdre la confiance des marchés, c'est l'explication officielle.

Les restrictions pour le peuple par les représentants du ~~peuple~~ marché.

¹ Principe quelque peu oublié s'agissant de la Constitution Européenne... mais il est vrai que désormais nous ne parlons plus de constitution mais de traité.

² du moins en métropole

- Laïque, la République l'est encore. Malheureusement, méprisant la conception française émancipatrice qui ne reconnaît aucune religion mais assure à tous la liberté de conscience et de culte, on veut nous attirer vers une conception américaine dans laquelle le religieux a droit de regard sur le politique sans autoriser l'inverse.

La veut il encore laïque la République ce Président qui ose dire « *Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur.* » ?

- Sociale, elle l'est devenue sous la IV^{ème} République, grâce aux travaux du Conseil National de la Résistance qui en 1944, préconisait dans son programme magnifiquement intitulé « les jours heureux »³ : d' « *assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, ...* » et prônait notamment : « *l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie* » .

La République doit donc assurer le bien être des citoyens et permettre de ne pas laisser les plus forts écraser les plus faibles. Solidarité devenait le maître mot.

Mais aujourd'hui de nouveau, les « *grandes féodalités économiques et financières* » dictent leur loi. Denis Kessler⁴ en convenait en ces termes : « *Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. (...) Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme... A y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* »⁵ Encore plus crument : au diable la liberté d'expression, le respect de la personne humaine, l'égalité devant la loi, la sécurité sociale, le droit au travail, et tant d'autres droits fondamentaux ...⁶

Depuis peu, le décryptage est aisé tant les masques tombent et, les « affaires » aidant, apparaît la vraie nature du système.

Face à cette révélation, le risque de réactions violentes et régressives est bien réel ; mais c'est aussi dans ces périodes troubles que l'esprit humain se révèle le plus inventif et le plus noble.

A l'instar de certaines théories économiques qui aujourd'hui préconisent des systèmes totalement innovants au service de l'homme, je ne doute pas que les graines d'un nouveau système politique humain et généreux germent déjà dans quelque endroit discret. Le fumier est un bon engrais.

« *Dieu ! mais que Marianne était jolie* », chantait on dans les années 70⁷.

A nous de faire en sorte qu'après elle, plus belle encore il y aura.

Me Simon

³ Le texte complet du programme du CNR est ici : <http://resistance.ftp.free.fr/progcnr1.htm>

⁴ Qui fut, notamment, ancien N°2 du MEDEF.

⁵ « Challenge » du 4 octobre 2007 (jour anniversaire de la V^{ème} République !)

⁶ Pour bien comprendre tout ce que l'on est en train de détruire, retournez au texte (lien ci-dessus) chapitre II, 4)

⁷ http://www.dailymotion.com/video/x3tkid_michel-delpech-que-marianne-etait-j_music